

**Assemblée générale**

Distr. générale  
15 mai 2012  
Français  
Original: anglais

**Conseil des droits de l'homme****Vingtième session**

Point 9 de l'ordre du jour

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie  
et l'intolérance qui est associée: suivi et application de  
la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

**Rapport du Rapporteur spécial sur les formes  
contemporaines de racisme, de discrimination raciale,  
de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée,  
Mutuma Ruteere\***

*Résumé*

La Déclaration et le Programme d'action de Durban soulignent le rôle central des mesures de prévention visant à éliminer, aux niveaux national, régional et international, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le document final de la Conférence d'examen de Durban insiste lui aussi sur la nécessité de renforcer les mesures de prévention tendant à éliminer toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que sur le rôle important que les gouvernements, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales de protection des droits de l'homme, les médias, les organisations non gouvernementales et la société civile peuvent jouer dans l'élaboration de ces mesures. Pour son premier rapport au Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a choisi de se concentrer sur la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, conformément aux dispositions des documents de Durban.

\* Soumission tardive.



## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–5	3
II. Prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et nécessité d'une approche globale.....	6–8	4
III. Mesures et politiques de prévention possibles .....	9–22	5
A. Garantir la participation des groupes discriminés et marginalisés à la vie publique et politique.....	9–11	5
B. Promouvoir l'égalité des chances dans les domaines social et économique et éliminer la pauvreté .....	12–16	6
C. Intégrer la dimension de genre.....	17–18	7
D. Enseignement.....	19–21	8
E. Mesures spéciales .....	22	9
IV. Rôle des principaux acteurs dans la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée .....	23–37	9
A. États .....	24–26	9
B. Partis politiques .....	27–30	10
C. Médias .....	31–33	11
D. Institutions nationales des droits de l'homme.....	34	12
E. Société civile.....	35–37	12
V. Autres moyens à prendre en compte pour la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée .....	38–42	13
A. Nouvelles technologies de l'information, notamment l'Internet .....	38–39	13
B. Sport .....	40–42	14
VI. Activités du Rapporteur spécial .....	43–48	14
A. Visites de pays .....	43–46	14
B. Autres activités .....	47–48	15
VII. Conclusions et recommandations.....	49–64	15

## I. Introduction

1. Le mandat du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a été établi par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1993/20. En 1994, le mandat a été rendu plus explicite et précis par la résolution 1994/64. Il a par ailleurs été prorogé par les résolutions 7/34 du 28 mars 2008 et 16/33 du 25 mars 2011 du Conseil des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial actuel, Mutuma Ruteere, a été nommé à la dix-huitième session du Conseil et a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Il se félicite de la profusion de données et de connaissances réunies ces 18 dernières années par les précédents titulaires du mandat, Maurice Glèlè-Ahanhanzo, Doudou Diène et Githu Muigai. Au cours de son mandat, il s'appuiera sur cette multitude d'informations et de connaissances. Le Rapporteur spécial tient par ailleurs à souligner l'aide précieuse fournie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en particulier par sa Division des procédures spéciales.

2. La Déclaration<sup>1</sup> et le Programme d'action de Durban<sup>2</sup> soulignent le rôle central des mesures de prévention visant à éliminer, aux niveaux national, régional et international, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le document final de la Conférence d'examen de Durban insiste lui aussi sur la nécessité de renforcer les mesures de prévention tendant à éliminer toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que sur le rôle important que les gouvernements, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales de protection des droits de l'homme, les médias, les organisations non gouvernementales et la société civile peuvent jouer dans l'élaboration de ces mesures<sup>3</sup>.

3. Les précédents titulaires de mandat ont insisté sur le fait que les États devaient accorder davantage d'attention aux mesures préventives, en plus des mesures répressives. Pour son premier rapport, le Rapporteur spécial a choisi de se concentrer sur la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, conformément aux dispositions des documents de Durban. S'il existe un cadre juridique relativement solide pour réprimer le racisme et la discrimination raciale, le cadre concernant la prévention, aux niveaux national comme international, reste plutôt faible. Les mesures répressives prévues par la législation de différents pays et à l'échelon international ne peuvent être efficaces que si des mécanismes de prévention tout aussi robustes sont adoptés et mis en œuvre. Si l'effet dissuasif des mesures répressives peut être considéré comme un volet de la prévention, la sanction est une intervention «en aval» qui prend effet une fois la violation commise. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial cherche à mettre en avant les autres mesures «en amont» prévues par les documents de Durban pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

4. Le Rapporteur spécial se propose, au cours de son mandat, d'attacher autant d'importance à la prévention qu'à la répression. Dans ses prochains rapports, il s'efforcera de clarifier encore les mesures préventives et, en particulier, de mettre en avant les bonnes pratiques de différentes parties du monde. Selon lui, lutter efficacement contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée suppose un ensemble de mesures juridiques, de politiques et de programmes prévus par le droit et les

<sup>1</sup> Déclaration de Durban, par. 76 à 97.

<sup>2</sup> Programme d'action de Durban, par. 58 à 156.

<sup>3</sup> Document final de la Conférence d'examen de Durban, par. 19.

normes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Comme son prédécesseur, le Rapporteur spécial suivra une approche axée sur les victimes et s'emploiera à amener les États, les organisations régionales et internationales, et les acteurs non étatiques à engager un dialogue visant à trouver des solutions pour améliorer la situation des victimes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et pour prévenir les violations relevant de son mandat.

5. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial expose la nécessité d'adopter une approche globale pour prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (partie II), les mesures et politiques de prévention possibles (partie III), le rôle des principaux acteurs dans la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (partie IV) et les autres moyens à prendre en compte pour la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (partie V). Dans la partie VI, il donne un aperçu des activités qu'il a menées dans le cadre de son mandat depuis novembre 2011. Le Rapporteur spécial présente ses conclusions et recommandations dans la partie VII.

## **II. Prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et nécessité d'une approche globale**

6. Le racisme est un phénomène complexe et multidimensionnel qui requiert une approche globale dans tous ses aspects économiques, sociaux et culturels. On n'insistera jamais assez sur l'importance et la valeur des mesures préventives dans une telle approche globale. Les mesures préventives sont particulièrement importantes car la discrimination raciale tient également à des comportements et des idées de hiérarchie et de supériorité raciales et culturelles. De fait, ainsi qu'il est indiqué dans la Déclaration de Durban, l'un des principaux obstacles à l'élimination de la discrimination raciale et à la réalisation de l'égalité raciale est la prévalence de mentalités racistes et de stéréotypes négatifs<sup>4</sup>. À cet égard, le paragraphe 144 c) du Programme d'action de Durban engage les États à lutter contre la prolifération des idées de supériorité raciale, la justification de la haine raciale et la discrimination sous quelque forme que ce soit. En outre, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale engage les États parties à prévenir et combattre les doctrines et pratiques racistes, entre autres. Dans leurs rapports, les précédents Rapporteurs spéciaux ont noté que les convictions et les attitudes participent à la complexité du racisme et que ce dernier est fondé sur des attitudes et des idées de supériorité raciale. Lutter contre le racisme nécessite concrètement de s'opposer à ces idées et mentalités, et de les corriger. Il convient donc de prêter attention au rôle des institutions et processus qui façonnent les comportements et les mentalités.

7. Le Rapporteur spécial considère que le lien entre le racisme et les conflits souligné par son prédécesseur reste d'actualité et qu'il devrait être pris en compte dans toute action aux niveaux national, régional et international. Prévenir les conflits armés et les violations des droits de l'homme qu'ils entraînent, notamment les génocides et les nettoyages ethniques qui peuvent se produire dans ce contexte, appelle des mesures de prévention du racisme décisives et globales. Le Rapporteur spécial s'appuie sur le travail de ses prédécesseurs, qui ont analysé de quelle façon la notion d'identité nationale, qui peut classer certains groupes dans la catégorie des «autres» ou des «étrangers» et les exclure du plein exercice de leurs droits fondamentaux, est susceptible de nourrir le racisme et la

<sup>4</sup> Déclaration de Durban, par. 79.

discrimination raciale si elle n'est pas maniée avec prudence et de générer des tensions ou un conflit<sup>5</sup>. Dans un certain nombre de conflits armés contemporains, de graves violations des droits de l'homme ont été perpétrées à l'encontre d'individus ou de groupes d'individus visés et stigmatisés en raison de leur appartenance ethnique ou de leur race. Par exemple, des stéréotypes raciaux et ethniques ont été exploités lors des génocides du Rwanda et des Balkans pour diriger les actes de violence contre des individus en raison de leur appartenance ethnique et raciale. Le Rapporteur spécial partage le point de vue de son prédécesseur sur le fait que la dimension ethnique ou raciale d'un conflit devrait être reconnue et traitée lors de la reconstruction des pays sortant d'un conflit, afin d'éviter la reprise du conflit.

8. Le Rapporteur spécial souligne par ailleurs que la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée est primordiale pour affronter les problèmes mondiaux actuels tels que le terrorisme. À cet égard, le Rapporteur spécial rappelle la résolution 60/288 de l'Assemblée générale sur la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, par laquelle les États ont décidé de prendre des mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme, notamment la discrimination ethnique, nationale et religieuse. Il invoque que la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée devrait faire partie intégrante de toute stratégie visant à prévenir et combattre le terrorisme. Sans mécanismes et mesures adéquats pour prévenir la propagation des stéréotypes et mentalités racistes et xénophobes, les politiques antiterroristes des États peuvent se révéler inefficaces et conduire à des violations des droits de l'homme et au profilage racial ou ethnique de groupes spécifiques. Le Rapporteur spécial estime que les États devraient veiller à ce que leurs stratégies antiterroristes intègrent des mesures concrètes pour prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée. Pour lutter contre le terrorisme, l'ensemble des droits et libertés fondamentaux doivent être garantis à tous les individus sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, conformément à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

### **III. Mesures et politiques de prévention possibles**

#### **A. Garantir la participation des groupes discriminés et marginalisés à la vie publique et politique**

9. La Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissent la nécessité de promouvoir la participation effective, sur un pied d'égalité, à la vie publique et politique d'individus et de groupes d'individus victimes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

10. Le Rapporteur spécial est d'avis que la participation active à la vie politique et aux processus décisionnels de groupes ou d'individus victimes de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique est cruciale pour prévenir et combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Garantir la participation effective à la vie publique et politique des individus victimes de discrimination, dont les membres de minorités, notamment pour les décisions

<sup>5</sup> A/HRC/14/43; E/CN.4/2005/18.

les concernant, fait partie des sujets de préoccupation relevés par l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités<sup>6</sup>.

11. L'invisibilité des groupes ethniques pauvres et exclus dans la vie publique contribue à leur vulnérabilité aux violations et renforce les préjugés et les formes structurelles de la discrimination. Le Rapporteur spécial considère que la participation effective à la vie politique et publique d'individus appartenant à ces groupes permettrait de faire entendre leurs voix et de prêter l'attention voulue aux obstacles et aux problèmes qu'ils rencontrent. Leur participation est essentielle pour étayer les décisions politiques visant à prévenir et combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Une participation accrue contribuerait aussi à améliorer l'interaction et les relations entre les différents groupes ethniques et, ainsi, dissiper le climat de méfiance et d'incompréhension. Le Rapporteur spécial partage également l'opinion de son prédécesseur sur le fait que les responsables et les partis politiques doivent promouvoir la participation et la représentation des groupes exposés au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée dans le processus décisionnel des gouvernements, partis et parlements nationaux, et de la société civile dans son ensemble, eu égard au concours que ces groupes pourraient apporter à une plus forte intégration de la lutte contre la discrimination dans la vie politique et sociale, l'objectif étant de renforcer la démocratie<sup>7</sup>. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à souligner qu'il est important de supprimer les obstacles juridiques et les pratiques discriminatoires qui empêchent des groupes spécifiques d'individus de participer pleinement à la vie publique et politique du pays dans lequel ils vivent. Cela comprend, par exemple, les obstacles juridiques et pratiques tels que les réglementations discriminatoires relatives à l'inscription sur les listes électorales, l'absence de documents d'identité, des barrières administratives et financières, et la discrimination dans l'accès à la citoyenneté. De plus, des mesures appropriées devraient être prises pour éliminer les stéréotypes négatifs persistants, comme partir du principe que certains groupes d'individus, dont les minorités, ne s'intéressent pas à la politique ou ne sont pas capables de s'engager, ces préjugés contribuant à leur exclusion politique et sociale.

## **B. Promouvoir l'égalité des chances dans les domaines social et économique et éliminer la pauvreté**

12. Le Rapporteur spécial est convaincu de la forte corrélation entre l'inégalité socioéconomique et la discrimination raciale, qui se renforcent mutuellement. En outre, il est important de noter que l'exclusion sociale et économique, comme les disparités, favorisent la discrimination raciale dont les victimes pâtissent déjà.

13. Les politiques et législations portant sur la discrimination dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels sont cruciales. C'est pourquoi les mesures de prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée devraient s'attacher également à la promotion de l'égalité dans l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels.

14. Ainsi que l'a souligné l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités<sup>8</sup>, les minorités continuent d'être exclues de la vie économique. De fait, l'inégalité et la vulnérabilité dont elles souffrent sont enracinées dans l'histoire et continuent de créer des conditions propices à la discrimination. En outre, la répartition inégale des ressources et

<sup>6</sup> A/65/287.

<sup>7</sup> A/HRC/5/10, par. 8.

<sup>8</sup> A/65/287.

des infrastructures au détriment des groupes minoritaires renforce leur exclusion et les empêche d'exercer leurs droits économiques et sociaux.

15. La pauvreté et l'exclusion économique et sociale sont à la fois les causes et les effets du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Comme indiqué dans le document final de la Conférence d'examen de Durban, la pauvreté, le sous-développement, la marginalisation, l'exclusion sociale et les disparités économiques sont étroitement liés au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, et contribuent à entretenir les mentalités et les pratiques racistes qui, à leur tour, aggravent la pauvreté<sup>9</sup>. Notons que le précédent Rapporteur spécial s'est attaché et a travaillé à élucider les liens entre la pauvreté et le racisme. Il avait constaté que la corrélation entre la race et la pauvreté constituait une dimension clef de la lutte contre le racisme<sup>10</sup>. Ce lien a également été démontré par le Rapporteur spécial d'alors à propos du racisme et de la discrimination raciale à l'égard des Roms et de la discrimination fondée sur le travail et l'ascendance, notamment sur la caste et autres systèmes de statut héréditaire<sup>11</sup>. L'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités a par ailleurs noté que les minorités ethniques sont affectées de façon disproportionnée par la pauvreté dans différentes parties du monde<sup>12</sup>.

16. Il est nécessaire de reconnaître la corrélation entre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, d'une part, et la pauvreté, d'autre part, qui contribue à ce que certains individus et groupes d'individus ne puissent exercer leurs droits civils, culturels, économiques, sociaux et politiques. De fait, la nature structurelle de la pauvreté renforce la discrimination structurelle qui enferme les victimes dans un cercle vicieux d'exclusion sociale et de marginalisation. Le Rapporteur spécial partage l'avis de son prédécesseur sur le fait que, pour élaborer des mesures politiques effectives et fondées, il faut impérativement des données ventilées selon l'appartenance ethnique et la race. Cela permettrait aux décideurs de procéder à une analyse approfondie de l'exclusion sociale et économique des individus et groupes d'individus confrontés à la discrimination raciale. De plus, pour concevoir et mettre en œuvre des programmes économiques et sociaux aux niveaux local et national, il est essentiel de prendre en compte la situation défavorisée des groupes ethniques exclus, en particulier ceux en situation de pauvreté. Le Rapporteur spécial est d'avis que l'un des moyens de promouvoir l'inclusion des individus exclus est de veiller à ce que ces programmes soient consultatifs, fassent participer tous les acteurs et établissent des mécanismes garantissant la prise en compte de leurs opinions.

### C. Intégrer la dimension de genre

17. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée s'expriment de façon différente pour les femmes et les filles, et peuvent faire partie des facteurs qui dégradent leurs conditions de vie et limitent leurs droits fondamentaux, voire les en privent. Dans certaines circonstances, la discrimination raciale affecte différemment les femmes et les hommes, ou à un degré différent, et certaines formes de discrimination raciale sont spécifiquement dirigées contre les femmes en raison de leur sexe. Comme indiqué par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale dans sa Recommandation générale n° 25 (2000) sur la dimension sexiste de la discrimination raciale, il s'agit notamment des violences sexuelles en temps de conflit armé, par exemple

<sup>9</sup> Document final de la Conférence d'examen de Durban, par. 8.

<sup>10</sup> A/HRC/11/36, par. 16 à 39.

<sup>11</sup> A/HRC/17/40.

<sup>12</sup> A/HRC/4/9.

la stérilisation forcée et l'accès insuffisant aux mécanismes de recours ou de plaintes pour discrimination raciale du fait d'obstacles liés à leur sexe.

18. De plus, les femmes et les filles souffrent souvent de multiples formes de discrimination, notamment fondée sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique et le sexe. Par rapport aux hommes, elles sont plus souvent victimes de marginalisation et de discrimination dans des domaines clefs comme l'enseignement, la vie publique et politique, la santé et l'accès au marché du travail, et restent particulièrement vulnérables à la traite des personnes, aux attitudes racistes, à l'exploitation sexuelle et à la violence familiale.

## **D. Enseignement**

19. Concernant le rôle majeur de l'enseignement dans la lutte contre toutes les formes de discrimination, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation a relevé que l'enseignement était profondément imprégné des valeurs actuelles mais contribuait aussi à créer de nouvelles valeurs et inspirer de nouveaux comportements<sup>13</sup>. Les enfants entrent dans le système scolaire à l'âge où ils sont le plus influençables et le type d'éducation qu'ils reçoivent forme le type d'adulte et de citoyen qu'ils deviendront. Mais supprimer les obstacles à l'accès à l'enseignement ne suffit pas. Il est important que les États mettent en place un système scolaire inclusif et représentatif de la diversité ethnique et culturelle de la société, veillent à ce que les enseignants soient formés au racisme et à la discrimination raciale, conçoivent des manuels scolaires neutres et favorisent un enseignement intégrant l'histoire et les apports positifs des minorités, leurs langues et leurs traditions. Comme l'a indiqué fort justement la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, l'école n'est pas isolée de la communauté mais doit être le reflet du milieu environnant et peut accentuer les images négatives qui sont données des victimes de discrimination<sup>14</sup>. C'est pourquoi il importe de mettre en place des initiatives de sensibilisation des enseignants, des élèves et des parents, par exemple sous la forme de journées contre le racisme. Il est primordial de veiller à ce que l'éducation aux droits de l'homme fasse partie intégrante de toute politique ou stratégie nationale visant à prévenir et combattre le racisme.

20. Le Rapporteur spécial prend note avec satisfaction des efforts déployés par différents États pour interdire la ségrégation à l'école et améliorer l'accès à l'enseignement de tous les individus et groupes. Il reste toutefois préoccupé par les rapports, dont ceux de ses prédécesseurs, indiquant que la discrimination et la ségrégation raciales à l'école, le manque de réussite scolaire et un faible niveau d'instruction continuent de prévaloir pour certains groupes d'individus, dont les minorités, les Roms, les victimes de discrimination fondée sur la caste, les personnes d'ascendance africaine, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. La persistance de la discrimination raciale dans l'exercice du droit à l'enseignement reste un obstacle majeur à la création d'un système scolaire inclusif et, par suite, d'une société tolérante.

21. Il est important aussi de souligner le rôle majeur de l'enseignement comme facteur de facilitation concernant l'exercice effectif de tous les autres droits de l'homme et libertés fondamentales. Soulignant ce rôle clef de l'enseignement, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation a fait observer que l'enseignement a un effet multiplicateur. Lorsque le droit à l'enseignement est garanti concrètement, le respect des droits et des libertés individuels s'en trouve renforcé. Inversement, lorsque ce droit est nié ou violé, les individus

---

<sup>13</sup> E/CN.4/2002/60.

<sup>14</sup> Ibid.



sont privés de nombreux droits et libertés<sup>15</sup>. Prévenir la discrimination raciale dans l'exercice des droits civils, culturels, économiques, sociaux et politiques dépend donc de la mesure dans laquelle le droit à l'enseignement est garanti aux victimes de discrimination raciale.

## **E. Mesures spéciales**

22. Dans sa Recommandation générale n° 32 (2009) sur la signification et la portée des mesures spéciales dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a conclu que les mesures spéciales peuvent avoir des fonctions de prévention et de réparation. Le Rapporteur spécial souscrit au point de vue du Comité concernant le rôle préventif des mesures spéciales et encourage les États à adopter de telles mesures, ainsi que son prédécesseur l'a recommandé à plusieurs reprises. À ce sujet, il rappelle en particulier le paragraphe 4 de l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui dispose que les mesures spéciales prises à seule fin d'assurer comme il convient le progrès de certains groupes raciaux ou ethniques ou d'individus ayant besoin de la protection qui peut être nécessaire pour leur garantir la jouissance et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans des conditions d'égalité ne sont pas considérées comme des mesures de discrimination raciale, à condition toutefois qu'elles n'aient pas pour effet le maintien de droits distincts pour des groupes raciaux différents et qu'elles ne soient pas maintenues en vigueur une fois atteints les objectifs auxquels elles répondaient.

## **IV. Rôle des principaux acteurs dans la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

23. Prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée est un problème multidimensionnel et tout programme de prévention effectif doit reconnaître le rôle majeur joué par différents acteurs. Si la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée relève au premier chef de la responsabilité des États, la nature complexe du racisme requiert la coopération entre, notamment, les partis politiques, les États, la société civile, les institutions nationales des droits de l'homme, les médias et les acteurs privés. Dans les domaines tels que l'enseignement, le renforcement des capacités et la formation, la sensibilisation, la recherche et le suivi, de nombreux acteurs non étatiques ont un rôle central à jouer.

### **A. États**

24. Les États sont les principaux acteurs responsables de l'élaboration d'un cadre juridique et politique pour la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, ainsi que de la mise en œuvre concrète de mesures et pratiques préventives. Le Rapporteur spécial prie instamment les États de prendre des mesures législatives et politiques spécifiquement dédiées à la prévention du racisme. Pour compléter les mesures répressives, les États devraient redoubler d'efforts pour prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est

<sup>15</sup> E/CN.4/2001/52.

associée dans des domaines tels que la politique d'immigration, le maintien de l'ordre et l'administration de la justice. La formation des fonctionnaires aux droits de l'homme est tout aussi essentielle à cet égard.

25. Par ailleurs, malgré les différences de vue concernant le multiculturalisme, il est primordial de ne pas dénier ou supprimer la diversité culturelle par des politiques et mesures assimilationnistes à caractère coercitif. Le Rapporteur spécial partage le point de vue de ses prédécesseurs selon lequel même les politiques assimilationnistes les mieux intentionnées peuvent être contraires au droit international des droits de l'homme et exacerber le problème de la marginalisation et de l'invisibilité des groupes ethniques victimes de discrimination. En outre, comme indiqué par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels dans son observation générale n° 21 (2009) sur le droit de chacun de participer à la vie culturelle, ce droit impose trois catégories ou niveaux d'obligations aux États parties: a) l'obligation de le respecter, b) l'obligation de le protéger et c) l'obligation de le mettre en œuvre. L'obligation de respecter suppose l'adoption de mesures spécifiques de nature à garantir le respect du droit de chacun, individuellement, en association avec d'autres ou au sein d'une communauté ou d'un groupe, de choisir librement sa propre identité culturelle et son appartenance ou non à une communauté et de voir son choix respecté. Cela inclut le droit de n'être soumis à aucune forme de discrimination fondée sur l'identité culturelle, l'exclusion ou l'assimilation forcée<sup>16</sup>.

26. Le suivi des progrès accomplis dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et l'établissement de rapports sur le sujet sont importants pour une prévention et une répression efficaces. Les États ont l'obligation, envers leurs citoyens comme envers la communauté internationale, d'établir des rapports sur ces progrès, en particulier par le biais du processus d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et des rapports soumis aux organes conventionnels concernés.

## **B. Partis politiques**

27. La Déclaration et le Programme d'action de Durban soulignent le rôle capital que les politiciens et les partis politiques peuvent jouer dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le Programme d'action encourage les partis politiques à prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité, la solidarité et la non-discrimination dans la société, notamment en se dotant volontairement de codes de conduite prévoyant des mesures disciplinaires internes en cas de violation de leurs dispositions, de telle sorte que leurs membres s'abstiennent de toutes déclarations et actions publiques qui invitent ou incitent au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée<sup>17</sup>.

28. L'incertitude économique actuelle, le ralentissement de la croissance et la hausse du chômage dans de nombreuses parties du monde du fait de la crise économique mondiale ont exacerbé les inquiétudes sociales et créé un environnement propice aux attitudes xénophobes et racistes, ainsi qu'aux politiques et pratiques discriminatoires. Le Rapporteur spécial s'inquiète de la résurgence de partis politiques aux idéologies et programmes racistes et xénophobes incitant à la discrimination envers certains groupes d'individus, auxquels ils imputent la responsabilité de l'insécurité et des problèmes socioéconomiques de la population. Le Rapporteur spécial est en particulier préoccupé par le fait que, parfois, ces partis politiques ne se contentent pas d'une rhétorique raciste, xénophobe et intolérante

<sup>16</sup> E/C.12/GC/21, par. 48 et 49.

<sup>17</sup> Programme d'action de Durban, par. 115.

mais encouragent explicitement ou justifient les actes de violence à l'encontre de groupes vulnérables tels que les minorités, les migrants, les non-ressortissants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. En outre, des partis politiques traditionnels ont dans certains cas endossé, au travers de coalitions, les programmes racistes et xénophobes de tels partis politiques à des fins électorales. Ces tendances inquiétantes étaient au cœur de l'attention et du travail du Rapporteur spécial précédent<sup>18</sup>. Le Rapporteur spécial qui lui a succédé ne manquera pas de continuer à les examiner.

29. Le Rapporteur spécial tient à souligner que les partis politiques portent une part de responsabilité considérable dans la promotion de la solidarité, de la tolérance et du respect de la diversité, surtout dans le contexte actuel de la crise économique mondiale et de la propagation inquiétante de discours racistes et xénophobes, y compris par des représentants haut placés de l'État. Le Rapporteur spécial est convaincu qu'éliminer le racisme et la discrimination raciale de la politique nécessite un fort engagement de la part des politiciens et des partis, et suppose qu'ils condamnent publiquement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Par ailleurs, le Rapporteur spécial souscrit au point de vue de son prédécesseur selon lequel les partis politiques devraient s'efforcer de parvenir à une représentation équitable des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques au sein de leur parti, à tous les niveaux, afin que leurs systèmes politique et juridique reflètent la diversité multiculturelle de leur société.

30. Le Rapporteur spécial est convaincu que, pour empêcher la prolifération des partis politiques dotés de programmes racistes et xénophobes, et le recours au discours raciste et xénophobe incitant au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée, les conditions sous-jacentes structurelles, juridiques et politiques doivent être dûment évaluées et modifiées en conséquence.

## C. Médias

31. Outre leur rôle central dans une société démocratique, les médias disposent d'un pouvoir considérable pour influencer et façonner les mentalités et les attitudes par la façon dont ils couvrent les événements et par l'information. Aux termes de la Déclaration de Durban, l'exercice du droit à la liberté d'expression, en particulier par les médias, peut apporter une contribution positive à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (par. 90). À cet égard, le Rapporteur spécial tient à encourager les médias à renforcer leur rôle dans la lutte contre le racisme, notamment en continuant d'attirer l'attention sur les incidents racistes en les replaçant dans le bon contexte, en faisant connaître les sanctions encourues par les auteurs d'infraction à caractère raciste et en sensibilisant la population aux effets préjudiciables du racisme. Par ailleurs, il est important que, lorsqu'ils diffusent des informations sur divers groupes d'individus, les médias évitent les stéréotypes négatifs, la stigmatisation et les préjugés raciaux à leur encontre, et s'abstiennent de toute incitation à la haine à leur égard. Les médias devraient au contraire reconnaître qu'il est de leur responsabilité de présenter une image équilibrée et replacée dans son contexte des groupes victimes de discrimination tels que les minorités, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants.

32. La diversité de contenu de la couverture médiatique dépend dans une certaine mesure de la diversité au sein des rédactions et des médias. Il est donc important que les médias s'efforcent de garantir la diversité multiculturelle de leur personnel. Il est également crucial que les États apportent leur soutien aux médias communautaires qui permettent aux victimes de racisme et de l'intolérance qui y est associée de s'exprimer. Le Rapporteur

<sup>18</sup> A/HRC/15/45, A/HRC/18/44, A/64/295, A/66/312, A/65/323.

spécial recommande donc aux États d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres politiques et juridiques appuyant ces médias communautaires et d'envisager de leur fournir les ressources techniques, financières et humaines nécessaires dans le cadre de leur obligation de prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

33. Le Rapporteur spécial tient également à souligner que les médias peuvent jouer un rôle important dans la création d'un environnement propice à la paix et à la réconciliation dans les situations d'après-conflit. À cet égard, il réaffirme le point de vue exprimé par son prédécesseur (A/HRC/14/43) selon lequel un véritable dialogue entre tous les acteurs concernés, dont les médias, devrait être encouragé et appuyé pour prévenir l'émergence et/ou la résurgence de la violence. Dans ce contexte, les organismes d'autoréglementation des médias peuvent eux aussi jouer un rôle positif, notamment en aidant à reconstruire le paysage médiatique déstructuré par la guerre et divisé sur le plan ethnique par l'adoption de mesures telles que des codes de conduite contraignants ou volontaires.

#### **D. Institutions nationales des droits de l'homme**

34. Les institutions nationales des droits de l'homme conformes aux Principes concernant le statut des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme (résolution 48/134 adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1993) peuvent également jouer un rôle important pour prévenir le racisme, en particulier si elles disposent des moyens nécessaires pour s'acquitter de leur mandat. Le Rapporteur spécial note que les États disposent de la souplesse voulue pour concevoir des institutions traitant le problème du racisme. Il considère que tant les institutions dotées d'un mandat général en matière de droits de l'homme que celles dotées d'un mandat spécifique pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale peuvent exercer un rôle de prévention et de protection. Quel que soit le dispositif choisi par un État, il est important que ces institutions soient indépendantes au plan juridique et opérationnel, disposent de ressources suffisantes et bénéficient du soutien politique et de la coopération nécessaires pour s'acquitter de leur mandat. À ce sujet, le Rapporteur spécial rappelle les dispositions de Durban encourageant les États à établir de telles institutions et appelle les autorités et l'ensemble de la société des pays où ces institutions existent à leur assurer le plus largement possible leur coopération et à leur fournir les ressources techniques, financières et humaines appropriées tout en respectant leur indépendance. Le Rapporteur spécial rappelle par ailleurs le paragraphe 91 du Programme d'action de Durban, qui prie instamment les États de prendre des mesures pour faire en sorte que les individus et les groupes victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée puissent participer pleinement à la vie de ces institutions. Les États devraient également appuyer ces institutions et les organes similaires, notamment en coopérant avec les institutions d'autres pays afin d'échanger les connaissances et bonnes pratiques en matière de conception de stratégies visant à prévenir, combattre et éliminer le racisme.

#### **E. Société civile**

35. La Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissent l'importance du rôle et de l'implication de la société civile dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

36. Le Rapporteur spécial est d'avis que la société civile a un rôle essentiel à jouer en obligeant les gouvernements à rendre compte de leurs actes. Dans divers pays, par ailleurs, des groupes de la société civile ont acquis une expérience et expertise certaines en travaillant avec les victimes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de

l'intolérance qui y est associée. Cette expérience et cette expertise devraient être mises à profit par les États pour élaborer et mettre en œuvre des lois, réglementations, politiques et actions visant à prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

37. La complexité et les multiples facettes du racisme et de la discrimination raciale requièrent diverses compétences que la société civile est en mesure de fournir. Ses acteurs peuvent contribuer à la recherche et à l'analyse des politiques en collectant les données concernées pour identifier les tendances en matière de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Ils peuvent également dispenser une formation aux responsables de l'application des lois, fournir une aide juridique aux groupes ou individus victimes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, renforcer leurs capacités et mener des activités de sensibilisation. Le Rapporteur spécial est convaincu que les acteurs de la société civile sont essentiels pour prévenir et combattre le racisme et entend, dans ses rapports à venir, examiner de façon plus spécifique certains modèles de bonnes pratiques pouvant être repris ailleurs.

## **V. Autres moyens à prendre en compte pour la prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

### **A. Nouvelles technologies de l'information, notamment l'Internet**

38. Cyberspace mondial et public permettant d'échanger des informations et des idées, l'Internet est aujourd'hui un outil indispensable aux individus pour faire entendre leur voix et leurs demandes. C'est indubitablement l'un des plus importants supports permettant aux individus d'exercer leur droit à la liberté d'opinion et d'expression. C'est pourquoi, même s'il peut être utilisé à mauvais escient par certains pour diffuser des idées racistes et des messages de haine, et inciter à la haine et à la violence raciales, l'Internet est aussi un outil de prévention utile pour lutter contre les idéologies et attitudes racistes et xénophobes. À cet égard, le Rapporteur spécial encourage vivement les États à tirer parti de l'Internet pour contrer la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, promouvoir l'égalité, la non-discrimination et la diversité, améliorer la compréhension mutuelle et instaurer une culture de la paix. Compte tenu de la corrélation insidieuse, mentionnée plus haut, entre la pauvreté et la discrimination, les victimes de discrimination raciale sont plus susceptibles d'être privées du numérique et de l'accès à l'Internet. Ne pouvant pas s'exprimer dans les conversations numériques, elles ne peuvent pas s'opposer aux idées racistes. Le Rapporteur spécial est d'avis que les États devraient adopter des politiques et des stratégies efficaces et concrètes pour que l'Internet soit disponible pour tous, accessible et abordable financièrement, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance et l'origine ethnique ou nationale, entre autres.

39. Donner la parole à un plus grand nombre via l'Internet reste donc une approche efficace pour prévenir le racisme tout en respectant les articles 19 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Comme son prédécesseur, le Rapporteur spécial considère que, pour déterminer quels actes ou propos tombent sous le coup des articles précités, toute décision doit être prise au terme d'un examen approfondi des circonstances de chaque espèce. Cette décision devrait toujours se faire sur des critères précis, conformément aux normes internationales, être prise par un

tribunal indépendant et impartial, et tenir compte des conditions locales, de l'histoire, de la culture et du contexte politique.

## **B. Sport**

40. Diffuser le message de la tolérance et de la non-discrimination à travers le sport est une approche importante en matière de prévention du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Par le passé, l'Assemblée générale a souligné le rôle du sport dans la promotion de la tolérance, tout en s'inquiétant de la recrudescence d'incidents racistes dans les activités sportives. Le Rapporteur spécial fait remarquer comme ses prédécesseurs que le sport est bien placé pour jouer un rôle dynamique pour promouvoir dans toutes les sociétés un interculturelisme fondé sur les principes d'égalité, de solidarité et de respect de la diversité. Il rappelle que le paragraphe 86 du Programme d'action de Durban appelle les États à lutter contre les idéologies qui encouragent la haine raciale et la discrimination raciale, notamment en prenant des mesures pour combattre leur influence négative, tout particulièrement sur les jeunes, par le biais de l'enseignement formel et informel, des médias et du sport.

41. Le Rapporteur spécial rappelle par ailleurs la résolution 13/27 du Conseil des droits de l'homme et estime qu'il est particulièrement important d'établir et renforcer des relations de coopération entre les États, les organisations intergouvernementales, les organismes sportifs internationaux, régionaux et nationaux, et la société civile pour prévenir le racisme. En outre, le paragraphe 217 du Programme d'action de Durban engage les États, agissant en coopération avec les organisations intergouvernementales, le Comité international olympique et les fédérations sportives internationales et régionales, à intensifier la lutte contre le racisme dans le sport, notamment en éduquant les jeunes du monde entier par le biais d'activités sportives pratiquées sans aucune discrimination, et dans le droit fil de l'esprit olympique qui repose sur la compréhension entre les êtres humains, la tolérance, la loyauté et la solidarité.

42. Le Rapporteur spécial est toutefois préoccupé de constater que, malgré l'immense potentiel du sport pour la promotion de la tolérance, le racisme dans le sport reste un problème grave. Il note que, dans certaines parties du monde, les fédérations sportives se sont engagées, et ont souvent pris des mesures dans ce sens, à réprimer et prévenir les incidents racistes dans les manifestations sportives comme les matches de football. Les efforts déployés par les États, les organismes sportifs internationaux et les acteurs de la société civile concernés par la lutte contre le racisme dans le sport peuvent servir de bonnes pratiques à partager. À cet égard, le Rapporteur spécial propose de mettre en avant de telles mesures dans ses rapports à venir.

## **VI. Activités du Rapporteur spécial**

### **A. Visites de pays**

43. Les visites de pays sont un élément essentiel du mandat du Rapporteur spécial. Elles donnent au titulaire du mandat une excellente occasion de dialoguer avec les représentants des gouvernements et les membres de la société civile. Lorsqu'il prépare ces visites, le Rapporteur spécial part du principe fondamental que le racisme est un problème universel ayant des incidences mondiales et estime donc qu'il importe de réaliser un équilibre géographique et d'aborder un large éventail de situations relevant de son mandat.

44. Après sa nomination, le Rapporteur spécial a renouvelé les demandes de visite de son prédécesseur à la Bolivie et au Soudan. Il tient à remercier le Gouvernement de l'État

plurinational de Bolivie et le Gouvernement de la République du Soudan, qui ont répondu favorablement à ses demandes de visite. Il espère réaliser ses missions d'enquête dans ces pays d'ici la fin 2012. Le Rapporteur spécial a également renouvelé la demande de visite de son prédécesseur au Gouvernement d'Afrique du Sud.

45. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Honduras de son invitation. Bien qu'il n'ait pas encore pu honorer cette invitation, il espère pouvoir le faire.

46. Le Rapporteur spécial s'est rendu en Hongrie du 23 au 27 mai 2011. Il tient à réitérer au Gouvernement hongrois la sincère gratitude de son prédécesseur pour sa coopération et son ouverture d'esprit lors de la préparation et du déroulement de la visite. Le rapport contenant les observations et les conclusions du Rapporteur spécial d'alors sur cette visite figure dans le document A/HRC/20/33/Add.1 et les observations du Gouvernement figurent dans un additif à ce même rapport.

## **B. Autres activités**

47. Le Rapporteur spécial a participé au débat thématique de haut niveau sur la réalisation des buts et objectifs de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine tenu à New York le 6 décembre 2011, à la clôture de l'Année. Il a également assisté à la première réunion des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et des Mécanismes spéciaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en coopération avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, à Addis-Abeba (Éthiopie), les 18 et 19 janvier 2012. Cette réunion avait pour but de chercher des moyens d'améliorer la coopération et la coordination en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique.

48. Le 21 mars 2012, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Rapporteur spécial a publié un communiqué de presse conjoint avec l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités, qui soulignait que le racisme continue d'alimenter la violence et les conflits.

## **VII. Conclusions et recommandations**

49. Le Rapporteur spécial est conscient des efforts déployés par les États pour prévenir et combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment par l'élaboration d'un cadre juridique réprimant le racisme et la discrimination raciale. Il relève cependant que le cadre de prévention, aux niveaux national et international, reste faible et que, en conséquence, des violations des droits de l'homme persistent en matière de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Il souligne qu'on n'insistera jamais assez sur l'importance et la valeur des mesures préventives. De fait, il y a un réel besoin de renforcer encore et de mettre en œuvre des mesures préventives pour faire progresser l'élimination de toutes les manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. La Déclaration et le Programme d'action de Durban, ainsi que le document final de la Conférence d'examen de Durban, qui soulignent la nécessité pour les États d'adopter des mesures préventives appropriées, constituent le cadre le plus complet à cet égard.

50. Si les mesures prises pour sanctionner le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée constituent l'un des aspects de la prévention, elles ne peuvent être efficaces que si des mécanismes de prévention tout aussi robustes sont adoptés et mis en œuvre. À ce sujet, le Rapporteur spécial rappelle

que la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée relève au premier chef de la responsabilité des États. Il les encourage donc à concevoir une approche globale qui comprendrait des mesures préventives et leur mise en œuvre concrète s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie nationale de lutte contre le racisme. Il rappelle en particulier que le Document final de la Conférence d'examen de Durban (par. 56) demande aux États de prendre des mesures efficaces, concrètes et globales pour prévenir, combattre et éliminer toutes les formes et manifestations de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

51. Les États devraient élaborer et mettre en œuvre des plans d'action nationaux de lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et créer des organismes et mécanismes spécialisés. Les plans d'action nationaux sont primordiaux car ils fournissent une approche et une feuille de route complètes pour traiter le problème du racisme et de la discrimination raciale dans le contexte national. Ces plans devraient intégrer un cadre d'action pour la prévention du racisme constitué de mesures juridiques, de politiques et de programmes spécifiquement dédiés à la prévention du racisme, dans des domaines tels que la politique d'immigration, le maintien de l'ordre et l'administration de la justice. Les institutions et organismes spécialisés créés pour garantir la mise en œuvre des plans devraient bénéficier des ressources techniques, financières et humaines nécessaires. Les États devraient par ailleurs dispenser régulièrement à leurs agents une formation aux droits de l'homme dédiée à la prévention du racisme et de la discrimination raciale.

52. Le Rapporteur spécial note que son prédécesseur a souligné la corrélation entre le racisme et la pauvreté, et réaffirme que toute mesure visant à prévenir le racisme doit prendre en compte cette corrélation. Par conséquent, il recommande aux États d'envisager de relier leurs programmes et leurs priorités de développement visant à améliorer les conditions socioéconomiques des individus et groupes victimes de discrimination raciale, d'exclusion sociale et de marginalisation. Ces liens devraient figurer, notamment, dans les rapports présentés par les États au titre du mécanisme d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et aux organes conventionnels concernés.

53. Prévenir les conflits et les violations des droits de l'homme qu'ils entraînent, notamment les génocides et les nettoyages ethniques qui peuvent se produire dans ce contexte, appelle des mesures décisives de prévention du racisme. Le Rapporteur spécial recommande aux États et à tous les acteurs concernés de prêter l'attention voulue aux signes avant-coureurs de racisme et de discrimination raciale, et de les traiter, qui peuvent être sources de tension, de violence et de situations conflictuelles marquées par de graves violations des droits de l'homme. Garantir l'égalité de tous dans l'exercice des droits civils, culturels, économiques, sociaux et politiques, notamment les droits des minorités, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, est pour les États un moyen efficace de prévenir et traiter la recrudescence des tensions et des conflits. La bonne gouvernance, la démocratie, le respect de l'État de droit et la participation concrète des minorités à la vie des institutions politiques sont également essentiels pour prévenir et apaiser les tensions propices aux situations de conflit. À cet égard, le Rapporteur spécial recommande en particulier aux États de donner effet aux recommandations formulées par son prédécesseur dans son rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/14/43).

54. Le Rapporteur spécial recommande que des mesures concrètes et des mécanismes appropriés visant à prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée soient intégrés dans les stratégies



nationales de lutte contre le racisme. À cet égard, le Rapporteur spécial rappelle la Recommandation générale n° 30 (2004) du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale concernant la discrimination contre les non-ressortissants, aux termes de laquelle les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ne doivent pas être discriminatoires, par leur but ou par leurs effets, en fonction de la race, de la couleur, de l'ascendance ou de l'origine nationale ou ethnique.

55. Les femmes et les filles souffrent souvent de multiples formes de discrimination, notamment fondée sur la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique et le sexe. Elles sont plus souvent victimes de marginalisation et de discrimination que les hommes. Le Rapporteur spécial prie instamment les États d'intégrer la dimension de genre dans la conception et la mise en œuvre de mesures de prévention visant à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à tous les niveaux, de façon à les adapter aux situations spécifiques aux femmes et aux hommes, notamment en s'attachant particulièrement aux multiples formes de discrimination à l'encontre des femmes.

56. S'agissant des mesures portant sur la participation à la vie publique et politique des groupes victimes de discrimination et de marginalisation, et sur la promotion de l'égalité des chances pour tous dans le domaine socioéconomique et dans la lutte contre la pauvreté, le Rapporteur spécial recommande aux États, comme énoncé dans le Programme d'action de Durban:

a) de concevoir ou développer des plans d'action nationaux visant à promouvoir la diversité, l'égalité, l'équité, la justice sociale, l'égalité de chances et la participation de tous. Ces plans devraient viser à instaurer les conditions permettant à chacun de participer effectivement au processus de prise de décisions et de jouir de ses droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux dans tous les domaines sur une base non discriminatoire (par. 99);

b) d'établir des programmes visant à promouvoir l'accès aux soins de santé, sans discrimination, des individus ou groupes d'individus victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et de redoubler d'efforts pour supprimer les disparités, notamment en ce qui concerne la mortalité infantile et maternelle, la vaccination des enfants, le VIH/sida, les maladies cardiaques, le cancer et les maladies contagieuses (par. 101);

c) de promouvoir l'intégration en matière de logement de tous les membres de la société dès le stade de la planification des projets d'urbanisme et d'autres établissements humains, ainsi que lors de la rénovation de zones de logements sociaux négligées, de manière à combattre l'exclusion sociale et la marginalisation (par. 102).

57. Pour combattre efficacement le racisme, il est important de traiter tant ses manifestations que les idées, attitudes et stéréotypes qui le nourrissent. Il est important de rappeler que le racisme ne se manifeste pas seulement par un déni manifeste d'accès à certains droits de l'homme, mais aussi par un environnement social d'hostilité et de stéréotypes que les victimes subissent au quotidien. C'est pourquoi le Rapporteur spécial recommande aux États d'investir dans l'enseignement en tant qu'outil permettant de transformer les attitudes et lutter contre les idées de hiérarchie et de supériorité raciales.

58. Le Rapporteur spécial recommande aux États d'adopter et de mettre en œuvre les mesures spéciales préconisées à plusieurs reprises par ses prédécesseurs en tenant dûment compte de leur rôle préventif. À cet égard, le Rapporteur spécial recommande notamment aux États, comme indiqué par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale dans sa Recommandation générale n° 32 (2009), d'inclure des dispositions relatives aux mesures spéciales dans leurs systèmes juridiques, au moyen

d'une législation générale ou de lois axées sur des secteurs spécifiques, et par le biais de plans, de programmes et d'autres initiatives aux niveaux national, régional et local.

59. Suivre les progrès réalisés en matière d'élimination du racisme, et en faire rapport, est essentiel pour une prévention et une répression efficaces. À cet égard, les données ventilées selon l'appartenance ethnique peuvent être un outil utile pour évaluer l'efficacité des mesures prises, suivre les progrès accomplis et mieux comprendre la nature et l'ampleur de la situation des victimes de racisme et de discrimination raciale. C'est pourquoi le Rapporteur spécial recommande aux États de collecter des données ventilées selon l'appartenance ethnique en vue de définir des cibles concrètes et d'élaborer une législation, des politiques et des programmes antidiscrimination adéquats et efficaces visant à promouvoir l'égalité et à prévenir et éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

60. Le Rapporteur spécial recommande aux États, dans le cadre de leur programme de prévention, de travailler davantage en partenariat avec la société civile et de créer et renforcer les institutions nationales des droits de l'homme conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (résolution 48/134 du 20 décembre 1993 de l'Assemblée générale). Les institutions nationales des droits de l'homme et la société civile sont des partenaires clés en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques et de programmes visant à prévenir le racisme. Les États devraient leur apporter le soutien nécessaire.

61. Le Rapporteur spécial recommande également aux États de coopérer avec les médias pour promouvoir la diversité multiculturelle de la société. En effet, les médias ont une influence et un pouvoir certains pour façonner les mentalités et les attitudes à l'égard des groupes ethniques. Les États devraient par ailleurs encourager les voix les plus diverses à s'exprimer dans les médias en prenant des mesures incitatives et en soutenant les médias communautaires, qui donnent de la visibilité aux victimes de racisme et leur permettent de s'exprimer.

62. Le Rapporteur spécial recommande aux États de donner effet aux recommandations de ses prédécesseurs concernant le problème des partis politiques dotés de programmes racistes et xénophobes. En particulier, comme son prédécesseur, le Rapporteur spécial tient à souligner le rôle majeur que les partis et les responsables politiques pourraient et devraient jouer dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Compte tenu du public qu'ils touchent et de l'autorité morale qu'ils représentent, les responsables politiques doivent impérativement condamner et combattre tous les messages politiques alimentant le racisme et la xénophobie. Il est également essentiel que les partis politiques fondent leurs programmes et activités sur le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'État de droit.

63. Le Rapporteur spécial recommande aux États de prendre en compte le rôle essentiel que joue désormais l'Internet, tant comme moyen d'expression pour les victimes de discrimination raciale que, insidieusement, comme support pour la diffusion d'idées et d'opinions racistes. À cet égard, il recommande aux États de promouvoir et garantir la communication via l'Internet, moyen efficace de prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et de mettre pleinement en œuvre les articles 19 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En outre, compte tenu de l'influence de l'Internet, les États devraient adopter des mesures concrètes pour s'attaquer et remédier à l'exclusion numérique d'individus issus de groupes victimes

de discrimination qui, en raison de leur pauvreté et de leur manque d'instruction, ne sont pas en mesure d'accéder à l'Internet pour s'opposer aux opinions et idées racistes. Comme énoncé dans le Programme d'action de Durban, le Rapporteur spécial demande aux États d'envisager de donner à tous la possibilité d'accéder à l'Internet et de l'utiliser en tant que tribune internationale ouverte à tous sur un pied d'égalité, eu égard aux disparités qui existent dans l'utilisation de l'Internet et l'accès à celui-ci, et d'examiner les moyens de renforcer la contribution positive faite par les nouvelles technologies de l'information et des communications, telles que l'Internet, à travers la diffusion des bonnes pratiques pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

64. Le Rapporteur spécial souligne le rôle du sport dans la promotion de la diversité culturelle, de la tolérance et de l'harmonie, et recommande aux États de tirer parti des manifestations sportives telles que la Coupe du monde et les Jeux olympiques pour promouvoir l'harmonie raciale et ethnique. Enfin, le Rapporteur spécial recommande aux États et aux associations sportives d'investir dans des programmes de prévention du racisme, de la violence et des incidents racistes lors des manifestations sportives.

---